

5 décembre 2008

RESOLUTION DU PARTI DEMOCRATE EUROPEEN

Bâtir sur les décombres de la crise

UNE POLITIQUE DURABLE, UNE EUROPE AU SERVICE DES CITOYENS

La crise mondiale nous impose de surmonter une finance spéculative et immorale-et des décisions fortes et courageuses pour répondre aux exigences et aux préoccupations croissantes des Européens en vue des élections de 2009.

Face à la complexité des nouveaux défis, nous voyons bien que l'Europe est une véritable réponse démocratique et efficace à la mondialisation, mais cette réponse reste incomplète.

Nous, les Démocrates, nous voulons réaliser une Europe à la hauteur des défis, plus proche des citoyens, plus courageuse devant la crise, plus influente dans le monde.

Alors que la crise mondiale fait chaque jour davantage ressentir ses effets, que la complexité du monde s'accroît, l'Europe est toujours en chantier.

La crise financière a condamné la complexité du monde issue de la fin de la guerre froide, ainsi que la nécessité de renforcer les liens et la coopération entre l'Europe et les Etats Unis. Pour autant, aucun pays n'est capable seul de faire face : ce n'est qu'unis que l'on peut surmonter la

crise économique et trouver des solutions efficaces. D'ailleurs, la nécessité d'intégrations régionales plus poussées est apparue clairement.

L'Union Européenne représente toujours le modèle le plus avancé pour gérer la nouvelle complexité du monde.

Un modèle imité dans d'autres parties du monde, mais aussi un modèle toujours inachevé et qui devra nécessairement se réformer pour prétendre jouer les premiers rôles dans la définition d'un nouvel ordre mondial.

La nouvelle *gouvernance* mondiale a besoin d'un nouveau leadership collectif.

L'Europe doit accepter ses propres responsabilités globales et se présenter de manière politiquement crédible sur la scène internationale.

Un rôle de leadership qu'il faudra organiser de concert avec le nouveau Président démocrate américain Barack Obama et tous ceux qui sont disposés à œuvrer pour démocratiser la mondialisation.

Par la présente résolution, nous, Démocrates européens, entendons indiquer les priorités les plus urgentes auxquelles nous sommes appelés à fournir une réponse au cours de la prochaine législature européenne : la démocratie européenne, la gouvernance économique et sociale, le développement durable, la sécurité globale.

Priorités qu'il est possible de relever en gardant bien à l'esprit deux grands objectifs : la croissance durable et la justice sociale. Des objectifs qui exigent d'aller plus loin que l'Europe actuelle, afin de bâtir un nouveau modèle européen, basé sur une forte cohésion sociale.

Nous devons faire de l'Europe une puissance économique, écologique et sociale.

Nous devons réunir influence et puissance pour faire de l'Europe une entité politique mondiale.

Nous, les Démocrates européens, sommes convaincus que construire une Europe plus forte et plus entreprenante devient de jour en jour plus urgent.

Et il est tout aussi nécessaire et urgent d'arriver à une nouvelle *gouvernance* mondiale, reposant sur des principes éthiques et juridiques partagés et organisée autour de grandes régions économiques et politiques.

Pour affronter ces défis, la ratification du Traité de Lisbonne est nécessaire, mais insuffisante.

Que vienne le temps de la démocratie réelle, à l'échelle continentale, celui des consultations populaires européennes – et non plus nationales – sur l'Europe, celui d'une démocratie européenne authentiquement vécue et pratiquée, et pas seulement récitée ou mimée.

LA FEUILLE DE ROUTE DU PARTI DEMOCRATE EUROPEEN

A. LES DEFIS INTERNES :

1. GOUVERNEMENT ECONOMIQUE EUROPEEN
2. JEUNES CITOYENS EUROPEENS
3. IMMIGRATION, INTEGRATION ET DEVELOPPEMENT

B. LES DEFIS EXTERIEURS :

1. UNE NOUVELLE GOUVERNANCE MONDIALE
2. UN MONDE PLUS VERT
3. UNIFICATION CONTINENTALE ET PUISSANCE MONDIALE

A. LES DÉFIS INTERNES

- 1 - Gouvernement économique européen
 - a) Achever la construction européenne

Face à la crise, l'Europe est inachevée : nous devons la compléter

Les semaines de crise financière mondiale et la difficulté d'atteindre une position européenne commune ont confirmé que l'Union économique et monétaire est incomplète et que de véritables instruments de coordination font défaut, même au sein de la zone euro. La cacophonie européenne n'a été que partiellement corrigée par les décisions et les initiatives successives entreprises par le Conseil Européen et la Commission.

La crise est systémique, faut donc fournir une réponse systémique au niveau européen.

Une réponse passant par la formulation d'un nouveau modèle européen de société et de développement.

Au cours de la prochaine législature européenne il nous faudra entreprendre des réformes économiques et structurelles profondes pour gérer la crise et préparer la relance politique et économique de l'Europe.

Il faut à l'Europe de nouveaux instruments de *gouvernance* pour surmonter le déséquilibre actuel entre une politique monétaire unique, des politiques économiques peu coordonnées et une surveillance inefficace des banques. L'Europe a une politique monétaire commune mais il nous manque une politique économique commune et des instruments au service de la croissance. Un déséquilibre à surmonter dans l'intérêt des citoyens, pour protéger le travail et l'épargne, pour tirer pleinement profit du potentiel de croissance de l'Union économique et monétaire. Tant que ceci ne sera pas fait, nous nous retrouverons avec l'Europe des règles, mais nous n'aurons pas une Europe de la *gouvernance* économique, financière et sociale. Nous nous retrouverons en fait dans une structure manifestement inapte non seulement à affronter des crises et des chocs exceptionnels, mais aussi à échafauder de nouvelles politiques publiques européennes.

Quelles sont les principales carences structurelles ?

- a) La relation politique entre la Banque Centrale Européenne et l'Eurogroupe est trop faible
- b) Le budget communautaire est trop limité, l'Europe n'a pas de véritable dépense fédérale
- c) Il n'existe pas de véritable surveillance européenne des banques, même pas dans la zone euro.
- d) Il n'y a pas de véritables instruments pour une politique économique commune.
- e) La coordination des politiques pour la croissance économique est insuffisante, inexistante au niveau des politiques fiscales

b) Propositions pour de nouvelles politiques et de nouveaux instruments européens

Le moment est venu de créer une avant-garde de pays en matière économique, sociale, fiscale et écologique. Ceci est possible et nécessaire, par le recours déterminé et courageux aux instruments politiques et institutionnels existants mais aussi par l'invention de nouveaux instruments.

Il nous faudra en premier lieu augmenter le pouvoir décisionnel de l'Eurogroupe et de son président par le biais d'une "coopération renforcée" dans la zone euro.

Le nouvel Eurogroupe devra garantir en même temps plus de cohérence, de concorde générale et plus de flexibilité.

Ceci permettra également de renforcer la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne, certes nécessaire, mais absolument insuffisante pour satisfaire les exigences européennes. Transformer l'Eurogroupe en une véritable entité politique protégerait aussi la Banque Centrale Européenne contre les attaques démagogiques récurrentes. D'autre part, sans une base politique stable, l'Union monétaire elle-même risquerait à long terme de s'affaiblir et l'Europe ressortirait encore plus dépourvue en cas de nouveaux chocs financiers mondiaux.

Il faudra compléter ce cadre par d'autres instruments opérationnels : notamment une supervision unique pour les groupes bancaires pan-européens, confiée à la Banque Centrale Européenne, sans multiplier le nombre d'institutions et d'organismes.

Ceci nous permettrait de réaliser un triple objectif : 1. nous augmenterons notre influence comme acteur global; 2. nous démontrerons par les faits notre engagement à affronter concrètement la crise et à promouvoir la croissance économique et la cohésion sociale ; 3. nous donnerons une première impulsion importante au processus de réforme des institutions de Bretton Woods.

De nouvelles politiques publiques européennes s'imposent.

Nous les démocrates voulons réaliser en Europe un nouvel équilibre entre les pouvoirs publics et les pouvoirs financiers sans contrôle, pour construire une véritable économie sociale de marché.

Il nous faut retrouver au niveau européen une capacité de qualifier la dépense qui s'est aujourd'hui perdue au niveau national. Jusqu'à ce jour nous nous sommes préoccupés et attachés uniquement à maintenir une certaine *quantité* de dépenses nationales. Aujourd'hui nous devons veiller à la *qualité* d'une nouvelle politique de dépense publique nationale et européenne.

Ceci veut dire concevoir des politiques et des instruments permettant de soutenir la croissance, notamment en mobilisant des ressources publiques et privées au service de projets d'un développement juste et durable conçus et réalisés à l'échelle européenne.

Nous devons créer un Fonds pour la croissance et les investissements qui sera financé entre autre par des euro-obligations, à souscrire volontairement, sur le modèle du "Plan Delors" proposé pour faire face à la récession de 1993.

Nous devons renforcer le Fonds d'ajustement à la mondialisation, aujourd'hui insuffisant, pour remédier aux conséquences sociales que subissent des régions et des groupes frappés par de graves phénomènes tels que la délocalisation.

Nous devons concentrer la politique de cohésion sur l'augmentation de la productivité des régions plus arriérées grâce à de plus fortes interventions économiques.

Enfin, le moment est venu d'augmenter le budget communautaire, qui ne permet pas pour l'instant d'affronter les nouveaux défis, et repenser les sources de financement de l'Union Européenne.

2 - Jeunes citoyens européens

L'instruction, l'innovation, la mobilité sont à la base d'une citoyenneté européenne active.

Ceci veut dire plus de financements pour les programmes et les actions réussis, comme Erasmus, qui contribuent tous les jours à créer une citoyenneté européenne active et vécue.

Il faut qu'Erasmus devienne obligatoire dans toutes les universités grâce à une forte augmentation des ressources européennes et nationales.

Seules les expériences vécues et partagées sont capables de créer un véritable espace politique européen.

La mobilité devra s'étendre bien au-delà de l'université, nous devons mettre au point des programmes Erasmus pour les fonctionnaires, les chefs d'entreprise, les enseignants...

Il nous faudra d'autre part augmenter la mobilité également entre l'Europe et les pays méditerranéens, ceux d'Europe de l'Est et du Caucase.

Pour ces mêmes raisons il faudra encourager dans les différents pays membre une éducation civique européenne afin que dès leur jeune âge les enfants apprennent à vivre en citoyens européens, pour qu'ils appréhendent l'essence fondatrice de l'Europe.

Et enfin, pour vraiment renforcer une nouvelle citoyenneté européenne active, nous devons lancer un nouveau vaste programme pour un vrai service civil européen.

Bruxelles et la classe politique européenne toute entière devront changer de langage. Les débats et les propositions issus du microcosme communautaire sont souvent incompréhensibles, alors qu'une Europe démocratique aurait plutôt un fort besoin de simplicité, d'ouverture et de renouvellement.

3 - Immigration, intégration et développement

L'immigration et l'intégration doivent constituer un binôme indissoluble.

La rigueur s'impose contre l'immigration illégale ainsi qu'une coopération efficace contre le trafic des êtres humains.

Mais nous devons être tout aussi ouverts et sensibles à une pleine intégration des immigrés réguliers dans la société européenne.

De plus en plus, la gestion de l'immigration est un sujet commun à toute l'Europe, et il faut la traiter comme telle dans les années à venir.

Du point de vue de l'économie il n'est pas possible d'envisager une immigration égale à zéro pour l'avenir. D'autre part, réglementer l'immigration a comme corollaire la prise en compte des possibilités concrètes d'accueil qu'ont les pays européens.

Nous devons agir pour que des mesures communes de contrôle de l'immigration soient adoptées, de même que des normes qui garantissent une politique active de l'intégration et de l'emploi, reconnaissant les droits fondamentaux aux citoyens de pays tiers qui séjournent légalement et depuis longtemps dans l'Union Européenne. Il nous faut des instruments plus flexibles et efficaces pour faire face aux flux migratoires souvent difficiles à prévoir et qui exigent une réaction plus rapide.

En matière de droits humains fondamentaux, aucun renoncement n'est possible.

Les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile doivent être garantis. Nous sommes en faveur d'un régime commun d'asile sur la base de l'humanité et de la solidarité, appliquant pleinement la Convention de Genève. Mais nous entendons lutter contre les abus, en renforçant une coopération européenne qui favorise plus de convergence en matière d'asile.

Il nous faut adopter une approche nettement plus intégrée entre les politiques de l'immigration et les politiques de développement et adopter une nouvelle stratégie pour une gestion efficace du retour aux pays. Et il faut assurer un développement durable du point de vue social et environnemental. La vraie solution du problème de l'immigration consiste en une capacité de

développement, reposant sur une coopération, plus forte et un commerce international plus ouvert et plus équitable.

Nous devons nous engager pour que dans le contexte des négociations sur le commerce international les droits sociaux, humains et environnementaux soient reconnus et que des normes sociales et environnementales plus équitables soient respectées.

Une politique européenne durable doit aussi être une politique solidaire.

Nous devons œuvrer pour atteindre les objectifs 2015 du Millénaire en nous donnant de nouvelles ressources financières nous permettant d'être à la hauteur de ce qu'on attend des pays européens.

Nous soutenons enfin la création d'un Corps humanitaire européen de volontaires, instrument de solidarité internationale et de citoyenneté européenne active.

B. LES DÉFIS EXTÉRIEURS

1 - Une nouvelle gouvernance mondiale

La crise financière a condamné l'organisation du monde issue de la fin de la guerre froide. et définitivement mis en évidence la nécessité d'un plus d'Europe et d'une véritable gouvernance démocratique et sociale de la mondialisation.

A nouvel ordre mondial, nouveau leadership.

Nous devons donc proposer un nouveau leadership entre partenaires égaux, grâce à une approche internationale plus ouverte de la part des Etats-Unis sous la présidence de Barack Obama, et tenant aussi compte du fait que de nouveaux acteurs mondiaux sont déjà apparus, comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, et que de nouvelles intégrations régionales se profilent en

Asie, en Afrique et en Amérique Latine.

Pour ce qui est de la scène internationale, à commencer par le G8, il faudra résoudre le problème de la fragmentation européenne. Aujourd'hui les Européens préfèrent le nombre : des quotas séparés au Fonds monétaire international pour les différents membres de la zone euro, quatre gouvernements plus la Commission Européenne au G8, et maintenant au G20, avec comme résultat visible l'étalement de leur division au lieu d'exploiter pleinement le potentiel de l'intégration pourtant déjà engagée. Il faut au contraire se donner les moyens de l'influence, par une représentation unifiée de la zone euro au sein du Fonds monétaire international et allant rapidement vers une voix européenne unique au G8, comme dans les autres forums et organisations internationales.

Une voix européenne unique sera davantage écoutée au moment où seront jetées les bases d'une nouvelle gouvernance financière mondiale.

Ainsi croîtra notre influence, et nous porterons la preuve de notre authentique volonté à inclure pleinement les nouvelles puissances, aujourd'hui insuffisamment représentées et fort méfiantes envers le système de Bretton Woods devenu vétuste.

Il nous faudra aussi entreprendre des efforts démultipliés pour défendre nos valeurs, nos principes et notre modèle dans un monde où il n'y a plus de connexions, ni d'automatisme entre croissance économique et démocratie libérale, où de nouveaux États ayant des modèles politiques très différents et bien moins démocratiques que nous, comme la Chine ou la Russie se sont affirmés comme nouveaux acteurs économiques mondiaux.

Il nous faut enfin offrir des garanties adéquates à la dimension sociale ; une nouvelle stratégie s'impose, qui assure la compatibilité entre la promotion de normes de protection des travailleurs, la gouvernance sociale et les exigences de croissance des pays en développement.

L'Union Européenne dans son ensemble a construit un modèle de règles et de participation des partenaires sociaux qui dans ses principes de base représente un modèle valable pour commencer à rééquilibrer le décalage qui persiste entre la mondialisation économique et l'affirmation des droits sociaux fondamentaux.

2 - Un monde plus vert

Il nous faudra aussi affronter avec détermination et courage les défis climatiques et environnementaux.

L'environnement n'est pas une politique parmi d'autres : c'est une valeur, un intérêt général desquels tous les choix d'une politique durable devront s'inspirer.

Nous voulons construire une politique environnementale moderne, rationnelle, réformatrice, qui se mesure positivement au développement et à la cohésion sociale.

Grâce à cette nouvelle politique environnementale, nous protégerons l'avenir des générations futures, lutter sans faillir contre le changement climatique, réduire les émissions et organiser un système plus vert et durable et établirons une justice sociale plus forte, car les problèmes que pose l'environnement – de la pollution de l'air et des villes aux déchets, la réductions des ressources naturelles – frappent d'abord et plus violemment les plus faibles et peuvent être affrontés efficacement surtout à un niveau européen et mondial.

Il nous faudra miser sur une économie européenne toujours plus verte, une économie plus moderne et plus efficiente, qui grâce à l'innovation écologique crée plus de richesse, mais consomme moins d'énergie et de matières premières, produit moins de déchets et moins de pollution, fait naître des entreprises innovatrices et de nouveaux emplois.

Miser sur l'environnement doit aussi vouloir dire plus de recherche scientifique, pour toujours mieux comprendre les dynamiques et les limites des équilibres écologiques et pour encourager une utilisation durable des ressources naturelles.

Une politique de l'environnement ne saurait exister sans une politique énergétique commune. Nous devons nous donner trois objectifs fondamentaux pour renforcer l'autonomie et la sécurité énergétiques : une pleine libéralisation du marché européen de l'énergie ; le déploiement d'énergies renouvelables ; une sécurité toujours croissante des approvisionnements.

Au plan international nous devons repenser les structures existantes, inefficaces et fragmentées, qui évoluent autour du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et il faudra prendre des mesures à l'échelle mondiale pour réduire les émissions des gaz de serre. C'est là un effort auquel tous les pays, y compris les Etats-Unis et les nouveaux pays industrialisés tels l'Inde, la Chine et le Brésil devront contribuer. Pour notre part, nous, Européens, confirmons les objectifs prévus pour 2020 et nous dotons d'instruments suffisamment flexibles pour nous affirmer comme chefs de file mondiaux dans la lutte contre le changement climatique, anticipant les formidables opportunités en termes de compétitivité qu'offre l'économie verte.

3 - Unification continentale et puissance mondiale

Le processus d'élargissement de l'Europe a créé une dimension tout à fait nouvelle qui exige une nouvelle action vers l'extérieur.

Tout comme pour l'économie, les menaces contre la sécurité sont aujourd'hui mondiales.

Ainsi l'Union Européenne doit mettre au point une stratégie de sécurité en trois points :

- étendre la zone de sécurité autour de l'Europe, créant un cercle de pays amis aux frontières orientales, dans le Caucase et autour de la Méditerranée ;
- encourager l'apparition d'un ordre international plus stable et plus équitable en augmentant l'efficacité du multilatéralisme ;
- consolider son rôle d'acteur mondial en matière de sauvegarde et de rétablissement de la paix en augmentant les missions internationales de l'Union Européenne.

Nous devons opter pour la puissance démocratique européenne, surmontant la fausse opposition entre puissance civile et puissance militaire.

Une nouvelle politique de puissance est essentielle pour exister en tant qu'entité politique internationale.

Une puissance au service de la paix et de nos valeurs fondamentales.

Une puissance capable d'assurer nos responsabilités de pilier européen dans l'Alliance atlantique et d'acteur stratégique dans le monde multipolaire.

Une puissance qui exige une intégration progressive des budgets, des dépenses et des forces armées des États européens, seule voie pour exister comme acteur politique, pour être crédibles et pour assumer nos responsabilités pour la sécurité dans le nouveau monde multipolaire.

Face aux défis devenus mondiaux, en matière de sécurité aussi il nous faut des réponses collectives.

Nous devons, d'une seule voix, et en coopération avec les Nations Unies, jouer un rôle actif sur la scène internationale, ceci également en passant par la création de forces militaires permanentes de paix européennes, sur la base de la Charte des Nations-Unies.

Nous sommes en faveur d'une représentation unitaire des intérêts et des objectifs communs, y compris en politique étrangère, à commencer par l'objectif d'un siège unique européen au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Nous croyons fortement que les principes qui fondent l'Union sont la condition préliminaire à la paix et à la démocratie, et que pour cette raison il faut les exporter dans tous les pays.

Pour que tout ceci soit efficace, nous devons avancer de concert avec des groupes de pays qui le veulent et qui en sont capables.

Nous devons travailler suivant la méthode des coopérations renforcées : ceux qui croient en un rôle mondial de l'Union, y compris en politique étrangère, doivent pouvoir progresser et avancer dans cette direction.

Nous devons donc construire des avant-gardes de pays pour une politique de défense européenne plus efficace et plus intégrée.

Nous devons poursuivre l'unification pacifique du continent européen et réaliser ensemble avec nos voisins une grande région politique et économique.

Nous sommes convaincus que la stabilité politique porte la prospérité et la sécurité, et pour cette raison nous croyons absolument que la Croatie et l'ensemble des Balkans occidentaux devront rapidement adhérer à l'Union Européenne.

Le dialogue avec la Turquie doit se poursuivre dans la perspective d'une solution qui corresponde vraiment aux intérêts et aux besoins des Européens et des Turcs.

Le modèle européen peut et doit constituer la base de solutions politiques durables pour les problèmes de la Méditerranée, du Moyen Orient.

Il nous faut enfin affronter le sujet de la *gouvernance* économique euro-méditerranéenne, pour passer de la logique du libre échange à celle de l'intégration économique.

Dans une compétition mondiale qui s'intensifie toujours plus, l'Europe et les pays du Sud de la Méditerranée partagent un grand intérêt : définir ensemble une stratégie de développement durable et se doter des instruments politiques pour la réaliser.

Le modèle et l'expérience européens doivent également être au service de la stabilisation et du développement des pays proches. Il nous faut à cette fin renforcer le partenariat avec les pays voisins de l'Union en vue de renforcer un dialogue sur la base de la démocratie, de la sécurité, de l'énergie, des droits humains et intensifier la coopération régionale autour de la mer Noire et de la mer Baltique.

Le processus de coopération doit passer à un stade nouveau : égale dignité entre l'Europe et les pays voisins.

Parité de vision, de préparation de projets, de processus décisionnel, de gouvernance.

Pour toutes les régions voisines il nous faudra concevoir des initiatives pour la sécurité et la stabilité, un co-développement durable, la sécurité énergétique et les politiques agroalimentaires et rurales, la gestion des flux migratoires et la lutte contre le trafic des êtres humains.

Le dialogue européen avec la Russie doit se poursuivre d'une voix unique, mais sans aucune concession sur les principes et les valeurs démocratiques qui sont à la base de l'Union Européenne et que nous devons défendre dans toutes les zones voisines, notamment en promouvant une conférence pour la sécurité et la coopération du Caucase.

UNE ACTION EUROPEENNE FORTE ET URGENTE

Ce sont là les priorités les plus importantes, qui appellent une action européenne forte et urgente.

Une action qui doit pouvoir bénéficier d'un soutien large et convaincu des citoyens européens lors des prochaines élections européennes. Un projet politique qui ne regarde pas en arrière, vers des querelles politiques qui aujourd'hui appartiennent au passé, vers des modèles politiques et idéologiques du XIX^e siècle, totalement incapables d'affronter les grands thèmes de la société au XXI^e siècle.

Un projet politique qui s'adresse à tous ceux qui sont convaincus que seule l'Europe peut nous permettre de retrouver une voix, de l'influence et de la puissance dans la mondialisation.

Un projet politique basé sur un nouveau mouvement démocratique européen qui aille au-delà des divisions traditionnelles entre partis, qui propose une nouvelle pensée réformatrice pour le renouveau de la politique européenne, qui renforce ses alliances avec les grandes forces démocratiques des autres continents, à commencer par les Démocrates américains du Président Obama.

Pour ce projet, nous, les démocrates, lançons un appel au peuple européen.

Nous voulons restituer aux citoyens la construction de l'Europe, nous voulons une Europe qui existe et qui agit là où les citoyens en ont le plus besoin.

Nous voulons reconquérir l'esprit et le cœur des Européens, comblant un écart toujours croissant entre les élites de Bruxelles, les gouvernements nationaux et les citoyens.

Nous voulons nous opposer à l'Europe des droites, égoïste, renfermée, incapable de répondre aux véritables exigences des gens et aux nouveaux défis mondiaux.

Nous voulons une Europe démocratique, solidaire, capable d'écouter et de parler au bon sens des citoyens.

Nous voulons une Europe à l'avant-garde dans la lutte contre le changement climatique, dans le défi énergétique, dans la gestion de l'immigration, dans la réorganisation de l'économie, dans la promotion du travail et des droits sociaux.

Face au défi premier de la mondialisation, nous, les Démocrates européens, nous nous engageons en faveur d'un nouvel humanisme européen, nous proposons une nouvelle vision du monde basée sur le partage des pouvoirs, sur la gestion commune des ressources, sur la force du droit et de la légalité, sur la solidarité sociale et l'équité économique, sur le mérite et sur la connaissance.

Nous appelons de nos vœux une grande mise à jour européenne, nous affirmons avec force la primauté de la politique européenne, et nous affrontons la bataille politique, économique et celle des idées pour un monde plus juste, plus équitable et plus durable.

L'Europe a la dimension et le potentiel nécessaires pour s'affirmer, avec l'appui et pour le bien-être de ses citoyens.

C'est là le sens de notre engagement démocratique et européen.